



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSPRESENTATIE

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

woensdag

mercredi

12-03-2003

12-03-2003

13:30 uur

13:30 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
FN	<i>Front National</i>
MR	<i>Mouvement réformateur</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
cdH	<i>centre démocrate Humaniste</i>
SP.A	<i>Socialistische Partij Anders</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :		Abréviations dans la numérotation des publications :	
DOC 50 0000/000	Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 50 0000/000	Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)	CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)	CRIV	Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)
CRABV	Beknopt Verslag (op blauw papier)	CRABV	Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)
PLEN	Plenum (witte kaft)	PLEN	Séance plénière (couverture blanche)
COM	Commissievergadering (beige kaft)	COM	Réunion de commission (couverture beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
 Bestellingen :
 Natieplein 2
 1008 Brussel
 Tel. : 02/549 81 60
 Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
 e-mail : publicaties@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
 Commandés :
 Place de la Nation 2
 1008 Bruxelles
 Tél. : 02/549 81 60
 Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
 e-mail : publications@laChambre.be

INHOUD

Vraag van mevrouw Claudine Drion aan de vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie over "de gevolgen voor de sociale economie van de aanbiedingen met het oog op de liberalisering van diensten in het kader van de GATS" (nr. B121)

Sprekers: Claudine Drion, Johan Vande Lanotte, vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie

SOMMAIRE

1 Question de Mme Claudine Drion au vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale sur "l'impact sur l'économie sociale des offres de libéralisation de services dans le cadre de l'AGCS" (n° B121)

Orateurs: Claudine Drion, Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

WOENSDAG 12 MAART 2003

13:30 uur

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MERCREDI 12 MARS 2003

13:30 heures

La séance est ouverte à 13.45 heures par M. Jean-Marc Delizée, président.

De vergadering wordt geopend om 13.45 uur door de heer Jean-Marc Delizée, voorzitter.

01 Question de Mme Claudine Drion au vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale sur "l'impact sur l'économie sociale des offres de libéralisation de services dans le cadre de l'AGCS" (n° B121)

01 Vraag van mevrouw Claudine Drion aan de vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie over "de gevolgen voor de sociale economie van de aanbiedingen met het oog op de liberalisering van diensten in het kader van de GATS" (nr. B121)

01.01 **Claudine Drion (ECOLO-AGALEV):** Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, comme vous le savez, les parlementaires sont très vigilants au sujet des négociations qui se déroulent dans le cadre de l'AGCS.

Personnellement, je voudrais faire le point avec le ministre en ce qui concerne l'économie sociale dans la mesure où c'est un secteur mixte qui relève autant du privé que du public.

Ce secteur pourrait-il être mis en danger, à moyen terme, par une ouverture des marchés telle que prévue par l'AGCS? Comment les entreprises d'économie sociale pourront-elles continuer à bénéficier de subventions si des entreprises étrangères prétendent à la même subvention publique quand elles voudront s'installer dans notre pays?

Monsieur le ministre, pouvez-vous me dire, en ce qui concerne l'économie sociale, si des requêtes ont été déposées à l'égard de la Belgique ou éventuellement à l'égard d'autres pays, requêtes qui devaient être déposées pour la fin du mois de juin 2002? Ce secteur risque-t-il d'entrer dans le champ des négociations? Le cas échéant, avez-vous pu organiser une concertation avec les acteurs de ce secteur? En l'occurrence, je crois déjà connaître la réponse puisque, dans le cadre des propositions faites par la Commission, il aurait fallu vérifier; effectivement elles n'y sont pas. Il me semble qu'il n'y a pas d'ouverture dans le cadre de l'économie sociale à moins que vous ne me disiez le contraire.

01.02 **Johan Vande Lanotte, ministre:** Monsieur le président, l'économie sociale se compose surtout d'activités économiques qui sont exercées par des sociétés, principalement coopératives, des mutualités et des associations dont la finalité statutaire est davantage le service aux membres ou à la collectivité, notamment aux

01.01 **Claudine Drion (ECOLO-AGALEV):** De parlementsleden zijn bijzonder waakzaam met betrekking tot de GATS-onderhandelingen.

Ik vraag mij af of de sector van de sociale economie op middellange termijn niet in gevaar dreigt te komen ten gevolge van de openstelling van de markten waarin de GATS voorziet. Zullen de ondernemingen uit de sector van de sociale economie subsidies kunnen blijven ontvangen wanneer buitenlandse ondernemingen die zich in ons land willen vestigen aanspraak zullen maken op dezelfde overheidssubsidies? Werden verzoeken gericht tot ons land of tot andere landen? Dreigt die sector ook in de onderhandelingen te worden betrokken? Heeft u overleg gepleegd met de betrokken actoren uit de sector?

01.02 **Minister Johan Vande Lanotte:** De sociale economie omvat vooral economische activiteiten die worden verricht door vennootschappen,

travailleurs, plutôt que le profit.

Si ces organisations travaillent sous la forme d'asbl, elles sont exclues de l'Accord général sur le commerce des Services. Quand il s'agit de coopératives, par exemple, qui travaillent parfois sur des bases commerciales, si elles sont en concurrence avec des sociétés privées, dans ce cas l'Accord est d'application. Mais peut-on encore parler d'économie sociale quand une coopérative entre en réelle concurrence avec une autre entreprise commerciale? On peut se demander s'il s'agit réellement d'économie sociale.

Il n'y a pas pour l'instant de discussion importante dans le secteur. D'autres pays n'ont pas demandé d'élargir le champ d'application vers l'économie sociale.

Les entreprises d'économie sociale belges peuvent continuer à bénéficier des subventions, sans que les entreprises étrangères prétendent à cette même subvention publique, en vertu de deux restrictions inscrites dans les engagements horizontaux de l'Union européenne et de ses Etats membres.

Je cite ces restrictions en anglais:

- "The supply of a service, or its subsidization within the public sector is not a breach of this commitment", ce qui signifie que l'on peut accorder des subsides sans problème;
- "In all EC Member States, services considered as public utilities at a national or local level may be subject to public monopolies or to exclusive rights granted to private operators".

Ces deux restrictions donnent une protection assez large.

Au niveau de l'Union européenne, je n'ai pas l'impression que la menace vient de l'Accord général sur le commerce des services. Un règlement datant du 12 décembre 2002 est beaucoup plus menaçant, dans le sens où on ne dit pas qu'il est exclu ou interdit d'accorder des subventions importantes à ce secteur, mais on oblige chaque pays prenant de nouvelles mesures à avertir la Commission et à discuter notamment avec la Direction générale Concurrence, ce qui n'est pas sans importance.

C'est la raison pour laquelle, en date du 10 mars 2003 - c'est-à-dire lundi passé, date butoir à respecter -, j'ai déposé, au nom de l'Etat belge, une demande auprès de la Cour de Justice des Communautés européennes pour annuler le règlement n° 2204/2002 de la Commission européenne concernant cette aide à l'emploi.

Même si elle n'est pas tellement opposée à l'économie sociale, cette réglementation pose de nombreux problèmes. On se trouve constamment dans une position de négociation, ce qui gêne considérablement l'évolution et le développement de l'économie sociale et va à l'encontre des objectifs et des principes de l'Union européenne qui se veut un instrument pour l'emploi et le développement durable. C'est la raison pour laquelle nous avons déposé une requête en annulation. La difficulté me semble plutôt venir de ce côté que de la nouvelle discussion concernant l'accord général sur le commerce des services.

voornamelijk coöperatieve, ziekenfondsen en verenigingen met een statutair oogmerk dat veeleer gericht is op de dienstverlening aan de leden of aan de gemeenschap dan op het maken van winst. Wanneer die organisaties de rechtsvorm van een vzw hebben aangenomen, vallen zij niet onder het toepassingsgebied van de GATS. Wanneer het coöperatieve vennootschappen betreft die op een commerciële basis werken, is de GATS wel van toepassing. Maar maken coöperatieve vennootschappen die echt concurreren met commerciële bedrijven nog wel deel uit van de sociale economie? Er hebben nog geen andere landen gevraagd het toepassingsgebied tot de sociale economie uit te breiden. Krachtens twee beperkende bepalingen die in de horizontale verbintenissen van de Europese Unie en van haar lidstaten zijn opgenomen, zullen de Belgische ondernemingen uit de sector van de sociale economie subsidies kunnen blijven ontvangen zonder dat de buitenlandse bedrijven aanspraak zullen kunnen maken op diezelfde overheidssubsidies. Die twee beperkende bepalingen bieden een vrij ruime bescherming. Op het niveau van de Europese Unie heb ik niet de indruk dat het gevaar afkomstig is van de GATS. Een verordening van december 2002 houdt veel meer gevaar in: zij bepaalt niet dat het uitgesloten of verboden is aanzienlijke subsidies aan die sector toe te kennen, maar wel dat elk land dat nieuwe maatregelen treft de Commissie daarvan op de hoogte dient te brengen en die maatregelen met het Directoraat-Generaal Concurrentie moet bespreken, wat niet zonder belang is. Dat is de reden waarom ik namens de Belgische Staat bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen een verzoek tot nietigverklaring van de verordening 2204/2002 van de Commissie betreffende die

werkgelegenheidssteun heb ingediend. Deze regelgeving is weliswaar niet tegen de sociale economie gekant maar doet toch tal van problemen rijzen. Men bevindt zich voortdurend in een onderhandelingspositie wat in strijd is met de principes van de Europese Unie die de werkgelegenheid en de duurzame ontwikkeling in de hand wil werken. Dat is de reden waarom wij een verzoekschrift tot nietigverklaring hebben ingediend. Dat lijkt eerder de moeilijkheid te zijn en niet de nieuwe GATS-besprekingen.

01.03 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV): Monsieur le ministre, je sais que le secteur de l'économie sociale a alerté les autorités par des manifestations organisées en février. Je crois que je vais leur transmettre votre réponse. Néanmoins, nous devons continuer à être vigilants. Effectivement, il n'y a pas d'ouvertures dans les offres faites par la Commission européenne mais, dans les requêtes introduites par d'autres pays, il pourrait y en avoir ultérieurement.

01.03 Claudine Drion (ECOLO-AGALEV): Ik zal uw antwoord bezorgen aan de sector van de sociale economie. We moeten waakzaam blijven. Er zijn geen openingen in de aanbiedingen van de Europese Commissie maar in de verzoekschriften van andere landen zouden die openingen wel kunnen worden geboden.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 13.55 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.55 uur.*